

Séance spéciale du 16 décembre 2002

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance spéciale ce seizième jour du mois de décembre deux mille deux à dix-neuf heures trente-cinq, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire et Marc Picard formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Sont absents : les membres du Conseil Danielle Roy Marinelli et Jocelyn Olivier.

Assistent à la séance: Jean Dubé, directeur général et Danielle Bilodeau, greffière.

---

## **CV-2002-08-25**

### **Période de questions**

Environ une quinzaine de personnes assistent à la séance. Personne ne prend la parole.

---

## **CV-2002-08-26**

### **Félicitations à Charles Dionne**

Attendu la nomination de Charles Dionne au titre de récipiendaire du Mémoris d'Or dans la catégorie « Sports individuels International » au dernier gala de l'athlète de Québec;

Attendu que cet athlète représente la relève dans sa discipline sportive, le cyclisme, et qu'il est un modèle pour nos jeunes;

Attendu qu'il est également un résidant de la ville de Lévis, secteur Saint-Rédempteur;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De féliciter Charles Dionne pour cette nomination et lui souhaiter tout le succès possible dans ses compétitions futures.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2002-08-27**

### **Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 9 décembre 2002**

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 9 décembre 2002.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2002-08-28**

### **Dépôt du procès-verbal de la séance du Comité exécutif du 4 décembre 2002**

Le procès-verbal de la séance du Comité exécutif tenue le 4 décembre 2002 est déposé.

---

## **CV-2002-08-29**

### **Nomination d'un membre du Comité consultatif agricole de la Ville**

Attendu que le Conseil de la Ville adoptait le 11 novembre 2002 le Règlement RV-2002-00-54 constituant le Comité consultatif agricole de la Ville;

Attendu que le Conseil de la Ville doit décréter la composition de ce Comité ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

De nommer Claude Voisine à titre de membre du Comité consultatif agricole de la Ville pour représenter les résidants de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2002-08-30**

### **Désignation d'un représentant au Comité de suivi des dossiers de récupération et de recyclage de Chaudière-Appalaches**

Attendu la préoccupation de la Ville pour la question environnementale ;

Attendu que la Ville doit être représentée au Comité de suivi des dossiers de récupération et de recyclage de Chaudière-Appalaches ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De désigner le membre du Conseil de la Ville Pierre Brochu pour agir à titre de représentant de la Ville au sein du Comité de suivi des dossiers de récupération et de recyclage de Chaudière-Appalaches, avec droit de vote, ainsi que le Directeur des Réseaux et équipements, Alain Francoeur.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2002-08-31**

## **Appui à l'Union des municipalités du Québec concernant les activités de la gare de triage Joffre (secteur Charny) et le déplacement des convois**

Attendu que l'UMQ demande au gouvernement fédéral de légiférer pour assurer la protection de la santé publique par le contrôle du bruit et des autres nuisances émanant des activités des compagnies de chemin de fer sous juridiction fédérale lors des déplacements des convois sur les lignes interprovinciales ;

Attendu que l'UMQ désire sensibiliser le ministre des transports fédéral à l'absence de législation régissant les différends entre les compagnies ferroviaires et les municipalités ;

Attendu que l'UMQ demande l'appui de la Fédération canadienne des municipalités dans ses démarches auprès du gouvernement fédéral ;

Attendu que depuis 1999, les citoyens de l'ex-Ville de Charny ont entrepris des démarches pour faire cesser le bruit excessif de la gare de triage Joffre ;

Attendu qu'en 2001, un rapport de la Direction de la santé publique de la Régie régionale de la santé et des services sociaux a conclu que les activités de la gare de triage Joffre portent atteinte à la qualité de vie et potentiellement, à la santé des personnes résidant près de cette gare ;

Attendu qu'un groupe de citoyens de la ville de Lévis a récemment intenté un recours collectif contre le Canadien National concernant les nuisances générées par les opérations de la gare de triage Joffre (secteur Charny) ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'appuyer les démarches entreprises par l'Union des municipalités du Québec concernant les activités des gares de triage et les déplacements des convois.

De transmettre copie de la présente résolution au Ministre des transports fédéral, David Collenette, au Ministre des transports du Québec, Serge Ménard, au Ministre des Affaires municipales et de la Métropole et Ministre de l'Environnement, André Boisclair, au Député fédéral, Antoine Dubé, à la Députée de Lévis, Linda Goupil, à la Députée des Chutes-de-la-Chaudière, Denise Carrier-Perreault et à la Présidente de l'Union des municipalités du Québec, Francine Ruest-Jutras.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-32**

### **Création de deux postes d'adjoint administratif**

Attendu la nature et le volume des dossiers à traiter à la Mairie ;

Attendu que le volume afférent à la gestion administrative des séances du Comité exécutif requière l'affectation d'une ressource ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

D'accepter l'offre d'achat de Napoléon Plante datée du 24 septembre 2002 concernant l'acquisition du lot 98-1 et d'une partie du lot 98-5 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, tels que décrits par Pierre Grégoire, arpenteur-géomètre, minute 225, au prix de 0,20 \$ /pied carré, représentant une somme totale d'environ 123 573,73 \$, plus taxes, ainsi que les autres conditions mentionnées à cette offre d'achat.

D'entériner l'entente intervenue avec Michel Bourget le 11 décembre 2002 concernant l'acquisition par la Ville des lots 97-5 et 98-2 du cadastre de la paroisse Notre-Dame-de-la-Victoire, tels que décrits par Pierre Grégoire, arpenteur-géomètre, minute 224, au prix de 220 000 \$, plus taxes et autres conditions mentionnées à cette entente.

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document requis pour donner suite à ces ententes, les coûts d'acquisition à être financés à même le règlement 844 de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-34**

##### **Dépôt du rapport financier de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome**

Le rapport financier dressé par le Trésorier et le rapport du vérificateur externe concernant l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome sont déposés.

---

#### **CV-2002-08-35**

##### **Financement des travaux d'aménagement du parc de la rue du Replat (secteur Saint-Nicolas)**

**Réf. : FIN-TRE-2002-007**

Attendu que l'ex-Ville de Saint-Nicolas a autorisé en 2001 l'aménagement d'un parc de voisinage dans le secteur de la rue du Replat, lequel a été complété en cours d'année 2002 ;

Attendu que ces travaux bénéficient aux habitants et contribuables du secteur Saint-Nicolas ;

Attendu que ces travaux doivent être payés à même les disponibilités du fonds pour parcs et terrain de jeux et le surplus accumulé de l'ex-Ville de Saint-Nicolas ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De financer les travaux d'aménagement du parc de la rue du Replat (secteur Saint-Nicolas) exécutés en 2002 à même le surplus accumulé de l'ex-Ville de Saint-Nicolas pour une somme de 9 428 \$ et à même le fonds pour parcs et terrains de jeux de cette ex-Ville pour une somme de 1 309 \$.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-36**

##### **Projet d'enfouissement des réseaux câblés de distribution sur les sites d'intérêt patrimonial du secteur Saint-Nicolas**

**Réf. : ACO-2002-004**

Attendu qu'en 1987, l'ex-Ville de Saint-Nicolas a décrété par règlement un site du patrimoine afin de protéger les bâtiments d'intérêt patrimonial ;

Attendu la mise sur pied par Hydro Québec du programme d'enfouissement des réseaux câblés de distribution sur des sites d'intérêt patrimonial, culturel et touristique dont la gestion est assumée par le ministère des Ressources naturelles ;

Attendu que l'ex-Ville de Saint-Nicolas a présenté une demande d'admissibilité à ce programme et que le projet concerné a été accepté ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-12-75 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Marc Picard  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De poursuivre les démarches entreprises par l'ex-Ville de Saint-Nicolas dans le cadre du projet d'enfouissement des réseaux câblés de distribution sur les sites d'intérêt patrimonial du secteur Saint-Nicolas admissibles au programme de subvention du ministère des Ressources naturelles, en acceptant de procéder à l'étape 2 « activités préparatoires » et à l'étape 3 « réalisation de l'étude préliminaire » de ce programme et ce, puisque la Ville n'assume aucun coût pour la réalisation de celles-ci.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-37**

**Cession d'une partie du lot 2 059 656 du cadastre du Québec (secteur Pintendre) au Centre de la petite enfance La Petite Grenouille**  
**Réf. : DAT-URB-2002-051**

Attendu que le Centre de la Petite Enfance La Petite Grenouille a soumis un projet d'implantation d'un nouvel édifice pouvant accueillir 60 places en garderie dans le secteur Pintendre ;

Attendu les besoins du secteur visé ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

De céder pour la somme de 1 \$ au Centre de la petite enfance La Petite Grenouille une partie du lot 2 059 656 du cadastre du Québec d'une superficie d'environ 35 000 pieds carrés située près du Centre socio-éducatif (secteur Pintendre), à la condition que le Centre obtienne les subventions nécessaires pour réaliser le projet d'implantation d'une garderie sur cet immeuble, l'acte de vente devant prévoir par ailleurs un droit de premier refus en faveur de la Ville en cas de revente de cet immeuble ainsi qu'un droit de rétrocession de celui-ci au cas où le projet de garderie ne se réaliserait pas.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-38**

**Autorisation de paiement à Alex Couture inc. dans le cadre des travaux de construction de l'usine d'épuration Charny-Sud**  
**Réf. : DAT-GEN-2002-048**

Attendu le contrat intervenu entre l'ex-Ville de Charny et Alex Couture inc. pour les travaux de construction de l'usine d'épuration Charny-Sud ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-12-90;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'autoriser le paiement à Alex Couture inc. d'une somme de 2 960 501,95 \$ à même le règlement V-1031 de l'ex-Ville de Charny dans le cadre du contrat intervenu avec l'ex-Ville de Charny pour les travaux de construction de l'usine d'épuration Charny-Sud.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-39**

**Demande au Ministre des Affaires municipales et de la Métropole concernant la subvention relative aux travaux de réfection de la station de traitement de l'eau potable de l'ex-Régie intermunicipale de traitement de l'eau potable St-Romuald / St-Jean**  
**Réf. : DAT-GEN-2002-081**

Attendu qu'une demande de subvention a été soumise en regard des travaux de réfection de la station de traitement de l'eau potable de l'ex-Régie intermunicipale de traitement de l'eau potable St-Romuald/St-Jean dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000 ;

Attendu que cette demande a été acceptée par le Ministre des Affaires municipales et de la Métropole ;

Attendu que le ministère de l'Environnement exige maintenant l'installation d'un système de désinfection aux rayons ultraviolets à être exécutée dans le cadre de ces travaux de réfection;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller Pierre Gagné

De demander au Ministre des Affaires municipales et de la Métropole et Ministre de l'Environnement, dans le cadre du programme *Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000, volet 1.2*, d'augmenter le coût maximum admissible de la subvention pour inclure le système de désinfection aux rayons ultraviolets requis pour le fonctionnement de l'usine de traitement de l'eau potable, de l'ex-Régie intermunicipale de traitement de l'eau potable St-Romuald/St-Jean et exigé par le nouveau règlement sur l'eau potable dont le coût s'élève à 1 200 000 \$ incluant les frais contingents, ces travaux étant prévus

pour la fin de l'année 2003 et de demander au Maire d'adresser une lettre à tous les Ministres concernés par cette demande de subvention.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2002-08-40**

### **Position de la Ville sur la révision de la signalisation de destination sur les routes provinciales par le ministère des Transports du Québec**

**Réf. : DAT-GEN-2002-074**

Attendu que le ministère des Transports désire connaître la position des municipalités concernées par la réorganisation municipale dans le domaine de la signalisation de destination ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Dans le cadre de la transposition dans le domaine de la signalisation de destination des modifications organisationnelles relatives aux fusions municipales, d'aviser le Ministère des Transports du Québec de la position de la Ville à l'effet d'appliquer la norme québécoise actuelle qui prévoit que :

- ? seul le nom de la nouvelle Ville est inscrit aux nouvelles limites territoriales ;
- ? à l'intérieur de la Ville, les noms des anciennes Villes fusionnées sont inscrits entre parenthèses sous le nom de la nouvelle Ville, sauf sur la supersignalisation où l'on ne retrouve que le nom de l'ancienne Ville.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2002-08-41**

### **Demande d'utilisation à des fins autres que l'agriculture des lots 428-P, 429-P, 430-P et 431-P (chemin Olivier, secteur Saint-Nicolas, dossier héliport)**

**Réf. : DAT-URB-2002-026**

Attendu qu'une demande d'autorisation visant l'utilisation autre qu'agricole d'une partie des lots 428-P, 429-P, 430-P et 431-P (chemin Olivier, secteur Saint-Nicolas) a été déposée par 2959-0585 Québec inc. et plus particulièrement la vente d'une partie de ces lots dans le but d'y implanter un héliport d'une superficie de 73959 m<sup>2</sup> ;

Attendu que cette demande est non conforme au règlement de zonage et au plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Nicolas ainsi qu'au schéma d'aménagement de la Municipalité régionale de comté des Chutes-de-la-Chaudière;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-12-91 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'aviser la Commission de protection du territoire agricole du Québec que la Ville n'appuie pas la demande présentée par 2959-0585 Québec inc. visant l'utilisation à des fins autres que l'agriculture des lots 428-P, 429-P, 430-P et 431-P (chemin Olivier, secteur Saint-Nicolas, dossier héliport).

Adoptée à l'unanimité

---

**Demande d'utilisation à des fins autres que l'agriculture d'une partie du lot 45-1-P du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph (boul. de la Rive-Sud, secteur Lévis)  
Réf. : DAT-URB-2002-053**

Cette affaire n'a pas été prise en considération.

---

**CV-2002-08-42**

**Demande d'utilisation à des fins autres que l'agriculture d'une partie des lots 292, 293, 294, 295 et 296 (secteur Pintendre, dossier Simard)**

Attendu qu'une demande d'autorisation visant l'utilisation autre qu'agricole d'une partie des lots 292, 293, 294, 295 et 296 (secteur Pintendre) a été déposée par Mario Simard et plus particulièrement la vente d'une partie de ceux-ci ainsi que la construction d'un puits artésien et d'une fosse septique ;

Attendu que l'acceptation de cette demande est préférable, puisqu'un refus ouvrirait la porte à la vente complète de ces terrains au propriétaire d'une porcherie contiguë et ce, sans intervention possible de la Commission de la protection du territoire agricole du Québec ;

Attendu que cette demande est conforme aux règlements municipaux de ce secteur;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'accepter la recommandation de la Commission consultative de l'environnement, de l'eau et de la qualité de vie et d'aviser en conséquence la Commission de la protection du territoire agricole du Québec que la Ville appuie la demande d'utilisation à des fins autres que l'agriculture d'une partie des lots 292, 293, 294, 295 et 296 (secteur Pintendre) ainsi que la demande d'installation de puits artésien et de fosse septique, telle que formulée dans la demande d'autorisation de Mario Simard datée du 24 septembre 2002, en soulevant toutefois des inquiétudes concernant l'activité agricole de type industriel et les conséquences négatives qu'elle engendre sur l'environnement.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-43**

**Autorisation de présenter les plans et devis pour la réalisation du projet «Les Sœurs de la Charité» projet de Les Habitations Alain Lavoie inc, (secteur Saint-Romuald) au ministère de l'Environnement  
Réf. : DAT-DET-2002-037**

Attendu qu'un plan projet de lotissement a été déposé par le promoteur Les Habitations Alain Lavoie inc. concernant le projet « Les Sœurs de la Charité » ;

Attendu la conformité des plans et devis ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'autoriser les experts-conseils TECSULT inc. à présenter les plans et devis pour la réalisation du projet « Les Sœurs de la Charité » projet de Les Habitations Alain Lavoie inc., (secteur Saint-Romuald) au ministère de l'Environnement pour approbation.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-44**

##### **Rejet de soumissions pour la location d'équipements Réf. : RE-TP-2002-024**

Attendu qu'une demande de soumissions a été publiée pour la location de divers équipements lourds ;

Attendu que le Service des approvisionnements recommande de rejeter les soumissions en raison des coûts de location trop élevés ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-12-87 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De rejeter les soumissions déposées suite aux demandes de soumissions pour la fourniture des services de location suivants :

pour le secteur Saint-Jean-Chrysostome

? location d'une niveleuse (3 ans) ;

pour le secteur Charny

? location d'une niveleuse (3 ans).

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-45**

**Octroi de contrat pour la fourniture du service de gestion de la consommation d'énergie (services écoénergétiques) et demande d'autorisation au Ministre des Affaires municipales et de la Métropole concernant l'engagement de crédit de la Ville**

**Réf. : RE-BI-2002-005**

Attendu que des soumissions ont été demandées auprès de firmes spécialisées en gestion de services écoénergétiques ;

Attendu que le projet consiste à appliquer des mesures propres à faire diminuer la consommation d'énergie et générera les crédits nécessaires pour défrayer le coût des travaux et des honoraires afférents ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-12-88 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder le contrat pour la fourniture du service de gestion de la consommation d'énergie (services écoénergétiques), d'une durée de dix ans, à la firme Poly-Énergie inc., à la condition que tous les frais de ce programme se financent à même les économies d'énergie générées, le tout sous réserve de l'autorisation préalable du Ministre des Affaires municipales et de la Métropole permettant à la Ville d'engager son crédit pour une période excédant cinq ans.

De demander en conséquence au Ministre des Affaires municipales et de la Métropole l'autorisation d'engager le crédit de la ville pour une période excédant cinq ans, tel que prévu au projet de contrat annexé à la présente résolution.

D'autoriser enfin le Maire et la Greffière à signer tout document donnant effet à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

---

**Octroi de contrat pour la fourniture du service de déneigement de la bibliothèque Francine McKenzie (secteur Saint-Jean-Chrysostome)**  
**Réf. : RE-TP-2002-031**

Cette affaire n'a pas été prise en considération.

---

**CV-2002-08-46**

**Prolongation d'embauche de la superviseure dans le cadre du programme de terrains de jeux au Service sociocommunitaire**  
**Réf. : DVC-SOC-2002-011**

Attendu que le programme de terrain de jeux doit correspondre aux attentes et aux différents modes de vie des familles lévisiennes ;

Attendu que ce programme doit être bien structuré dès janvier 2003 pour permettre une offre de service propre à répondre aux attentes ;

Attendu que la Ville fait de la famille une priorité dans la planification et l'élaboration de ses services ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-12-99 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De prolonger l'embauche d'Isabelle Bouchard à titre de superviseure du programme de terrains de jeux pour la période du 6 janvier au 19 décembre 2003, au taux horaire de 19,70 \$ à raison de 35 heures/semaine.

Le Maire appelle le vote.

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise-Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire et Marc Picard ainsi que le maire Jean Garon.

A voté contre : le membre du Conseil Jean-Claude Bouchard.

Adoptée à la majorité

---

#### **CV-2002-08-47**

**Mandat à Alliance-Jeunesse inc. pour le service d'animation de milieu dans les secteurs de Saint-Romuald, Charny et Sainte-Hélène-de-Breakeyville**  
**Réf. : DVC-SOC-2002-012**

Attendu que la Ville entend fournir auprès des jeunes présentant des problèmes d'intégration sociale, des services adéquats d'animation de milieu ;

Attendu qu'Alliance-Jeunesse inc. a développé une expertise particulière dans ce domaine d'intervention auprès des adolescents depuis plus de huit ans ;

Attendu que cet organisme est reconnu par la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-13-00 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De mandater Alliance-Jeunesse inc. pour dispenser le service d'animation jeunesse dans les secteurs de Saint-Romuald (parc Lavoisier), Charny (parc Joffre) et Sainte-Hélène-de-Breakeyville (édifice de La Coulée) pour une durée de 26 semaines à raison de 2 288 heures d'intervention, à la condition que les crédits afférents soient prévus au budget 2003 et de lui verser un montant de 13 909 \$ pour décembre 2002, cette somme à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-48**

**Subvention au Tournoi provincial de hockey Pee-Wee Chaudière-Etchemin**  
**Réf. : DVC-SPO-2002-010**

Attendu que le Tournoi provincial de hockey Pee Wee Chaudière-Etchemin est un organisme reconnu par les quatre ex-villes composant maintenant l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière Est ;

Attendu que trois de ces ex-Villes ont contribué financièrement en 2001 à la réalisation de ce tournoi pour une somme totale de 1 425 \$ et que cette somme a été reconduite au budget de l'année 2002 ;

Attendu que le Tournoi provincial de hockey Pee-Wee Chaudière-Etchemin est un organisme nécessaire à la promotion et au développement du hockey mineur sur le territoire;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-13-01 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Marc Picard  
Appuyé par le conseiller André Hamel

De verser une subvention de 1 425 \$ au tournoi provincial de hockey Pee-Wee Chaudière-Etchemin pour l'organisation de cette activité.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-49**

**Subvention au Groupe Scouts Déziel inc.**  
**Réf. : DVC-SOC-2002-014**

Attendu que la nouvelle Ville de Lévis compte sur 350 organismes partenaires qui proviennent des ex-villes fusionnées ;

Attendu que ce partenariat comporte du soutien et des services et, pour certains organismes, une assistance financière ;

Attendu que la Ville ne dispose pas pour l'instant d'une nouvelle politique de reconnaissance et de soutien aux organismes ;

Attendu que certains de ces organismes ont besoin d'une aide financière pour rencontrer leurs obligations ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

De verser une subvention au montant de 5 000 \$ au Groupe Scouts Déziel inc. afin de permettre à cet organisme d'intervenir auprès des jeunes en réalisant des activités qui valorisent leur personnalité.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-50**

**Adoption du plan d'organisation de la Direction du service de police aux fins de l'application de la *Loi sur la police***  
**Réf. : POL-2002-012**

Attendu que la *Loi sur la police* prévoit que les municipalités qui choisissent d'être desservies par un corps de police municipal doivent démontrer, dans un plan d'organisation à être soumis pour approbation au Ministre de la Sécurité publique, que le corps de police répondra au niveau de service prescrit par la Loi ;

Attendu que le service de police que la Ville offre, doit répondre à des services de niveau 2 étant donné la population à desservir ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'adopter le plan d'organisation de la Direction du service de police, tel qu'annexé à la présente résolution aux fins de l'application de la *Loi sur la police*.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-51**

**Autorisation de signature d'une lettre d'entente concernant certains titres génériques d'emploi à la Cour municipale**  
**Réf. : RH-2002-035**

Attendu qu'il y a lieu d'apporter des modifications à certains titres génériques d'emploi à la Cour municipale afin de respecter les titres prévus à la *Loi sur les cours municipales* ;

Attendu la résolution CV-2002-07-17 à l'effet de nommer une greffière adjointe à la Cour municipale ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer la lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2927, prévoyant que les titres génériques d'emploi de Martyne Marmen, Brigitte Baron et Guylaine St-Hilaire indiqués à l'annexe « A » de la liste des professionnels intégrés au 1<sup>er</sup> janvier 2002, soient les suivants :

- ? Martyne Marmen, attachée d'administration et greffière adjointe à la cour municipale ;
- ? Brigitte Baron, greffière adjointe à la cour municipale ;
- ? Guylaine St-Hilaire, greffière adjointe à la cour municipale.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2002-08-52**

### **Assujettissement de la Ville au régime rétrospectif de la Commission de la santé et de la sécurité du travail Réf. : RH-2002-038**

Attendu que la Ville s'est donnée une structure efficace de gestion en santé et sécurité du travail ;

Attendu que la Ville entend souscrire en 2003 au régime rétrospectif créé en vertu du Règlement sur l'ajustement rétrospectif de la cotisation adopté en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel  
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De demander à la Commission de la santé et de la sécurité du travail d'assujettir la Ville au régime rétrospectif pour l'année 2003, selon une limite par réclamation de 1,5 fois le maximum annuel assurable et d'autoriser le Directeur général à signer les formulaires *Demande d'assujettissement* et *Attestation du choix de limite par lésion* pour l'année de cotisation 2003.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2002-08-53**

### **Formation du comité d'évaluation des offres concernant la demande de soumissions pour la fourniture d'assurances collectives Réf. : RH-2002-029**

Attendu qu'un comité d'évaluation doit être mis sur pied pour évaluer les soumissions qui ont été demandées dans le cadre du renouvellement des contrats d'assurances collectives ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De former un comité d'évaluation des offres concernant la demande de soumissions pour la fourniture d'assurances collectives composé de Vincent Vu, chef du Service des approvisionnements, Georges-Étienne L'Italien, directeur adjoint au Ressources humaines et Richard Paquin de la firme André Gingras et associés.

Adoptée à l'unanimité

---

## **CV-2002-08-54**

**Financement des honoraires professionnels pour la médiation avec le Canadien National et l'Office des Transports du Canada concernant le bruit émanant de la cour de triage du secteur Charny**

Attendu que les services professionnels rendus dans le cadre de la médiation avec le Canadien National et l'Office des Transports du Canada concernant le bruit émanant de la cour de triage du secteur Charny, ont été rendus pour le bénéfice des habitants et des contribuables de ce secteur ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-13-03 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

De financer à même le surplus de l'ex-Ville de Charny, la dépense au montant de 8 524,33 \$, taxes incluses, représentant une partie des honoraires du cabinet Pothier Delisle société d'avocats, relatifs au dossier de médiation entre le Canadien National et l'Office des Transports du Canada concernant le bruit émanant de la cour de triage du secteur Charny.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-55**

**Quittance en faveur de Sylvie Boisvert (Animalerie Bill & Bull) dans le cadre de la vente des lots 455 et 456 ptie (rue de l'Aréna, secteur Saint-Nicolas) et de la vente des lots 445-440 et 456-75 (498, de l'Aréna, secteur Saint-Nicolas)**  
**Réf. : AGR-ACC-2002-007**

Attendu que Sylvie Boisvert a acquis de l'ex-Ville de Saint-Nicolas les lots 455-P et 456-P du cadastre de la paroisse de Saint-Nicolas aux termes d'un acte publié à Lévis sous le numéro 430 000 ;

Attendu que la vente a été faite pour le prix de 7 245,45 \$ qui a été entièrement payé ;

Attendu que Sylvie Boisvert a de plus acquis de l'ex-Régie intermunicipale de police de Bernières-Saint-Nicolas-Saint-Étienne-de-Lauzon et Saint-Rédempteur les lots 445-40 et 456-75 de ce cadastre aux termes d'un acte publié à Lévis sous le numéro 428 638 ;

Attendu que la vente a été faite pour le prix de 250 000 \$ qui a également été entièrement payé ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-12-97 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De consentir à la radiation de tous les droits hypothécaires et droits de résolution pouvant exister en faveur de la Ville aux termes des actes de vente publiés sous les numéros 430 000 et 428 638 et d'autoriser le Maire et la greffière à signer une quittance à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-56**

**Dépôt du certificat d'enregistrement pour le Règlement RV-2002-00-59 concernant la création d'une réserve financière pour la constitution d'un fonds d'autoassurance**

La Greffière dépose devant le Conseil le certificat d'enregistrement relatif au règlement RV-2002-00-59 concernant la création d'une réserve financière pour la constitution d'un fonds d'autoassurance.

---

**CV-2002-08-57**

**Renouvellement des polices d'assurances de dommages**

**Réf : AGR-AFJ-2002-064**

Attendu le rapport concernant le renouvellement du programme d'assurances de dommages 2003-2004 daté du 4 décembre 2002 et préparé par Ernst & Young ;

Attendu que des conditions de renouvellement des polices d'assurances de dommages ont été déposées par les courtiers d'assurances actuels ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De renouveler les polices d'assurances de dommages pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2003 au 1<sup>er</sup> juin 2004, à l'exception de l'assurance automobile qui est renouvelée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2003, telles que souscrites auprès des courtiers d'assurances indiqués au tableau annexé à la présente résolution, selon les primes également indiquées à celui-ci, plus taxes, payables selon les modalités indiquées à celui-ci, incluant les modifications proposées aux garanties par certains courtiers, cette dépense à être financée à même le fonds général.

De refuser par ailleurs l'option proposée d'autoassurer le risque de collision responsable.

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-58**

**Adoption et dispense de lecture -Règlement modifiant le règlement de zonage 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre (Distribution Madico inc.)**

**Réf. : AGR-GRE-2002-010**

Attendu que la dispense de lecture du règlement modifiant le règlement de zonage 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre a été demandée lors de la séance tenue le 11 novembre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par la conseillère Lise Brochu- Asselin

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-60 modifiant le règlement de zonage 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Second projet de règlement adopté par la résolution CV-2002-07-74.

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-59**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement modifiant le règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (affichage)**

**Réf. : DAT-URB-2002-042**

Le conseiller Marc Picard donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (affichage).

Ce règlement a pour objet de modifier les normes sur l'affichage applicables aux usages complémentaires autorisés à l'intérieur d'une résidence dans les zones « Habitation » afin de :

- ✍ changer le mot « plaque » par le mot « enseigne »;
- ✍ permettre une enseigne d'une superficie de 0,2 à 0,8 mètre carré lorsque le bâtiment est situé à plus de 30 mètres d'une voie de circulation.

De plus, le conseiller Marc Picard demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

#### **CV-2002-08-60**

**Adoption du Projet de règlement modifiant le règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (affichage)**

**Réf. : DAT-URB-2002-042**

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Marc Picard

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'adopter le Projet de règlement modifiant le règlement de zonage numéro 200 de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville (affichage).

Adoptée à l'unanimité

---

#### **CV-2002-08-61**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement relatif au Bureau du Vérificateur général**

**Réf. : AGR-AFJ-2002-063**

Le conseiller Alain Lemaire donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement relatif au Bureau du Vérificateur général.

Ce règlement a pour objet de déléguer au Vérificateur général le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats pour un montant maximal de 20 000 \$, plus taxes et de déterminer le processus de dotation du personnel de son bureau.

De plus, le conseiller Alain Lemaire demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

**CV-2002-08-62**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement décrétant l'entretien des rues du secteur du Lac Beau Sable (secteur Pintendre) pour la saison d'hiver 2002-2003**

Le conseiller Jeannot Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant l'entretien des rues du secteur du Lac Beau Sable (secteur Pintendre), pour la saison d'hiver 2002-2003.

Ce règlement a pour objet de permettre le déneigement des rues du secteur du Lac Beau Sable (secteur Pintendre) pour la saison d'hiver 2002-2003, aux frais de l'ensemble des contribuables de la Ville.

De plus, le conseiller Jeannot Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

**CV-2002-08-63**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome (Les Constellations)**

**Réf. : DAT-URB-2002-023**

Le conseiller Marc Picard donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V-90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome (Les Constellations).

Ce règlement a pour objet de permettre dans la zone 151 R, le canexel comme matériau de revêtement extérieur d'un mur d'un bâtiment qui fait face aux voies de circulations situées dans cette zone.

De plus, le conseiller Marc Picard demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

**CV-2002-08-64**

**Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome (Les Constellations)**  
**Réf. : DAT-URB-2002-023**

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Marc Picard  
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage V90-610 de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome (Les Constellations).

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-65**

**Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (superficie minimale de plancher)**  
**Réf. : DAT-URB-2002-035**

Le conseiller Alain Lemaire donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (superficie minimale de plancher).

Ce règlement a pour objet pour objet de réduire de 500 à 250 mètres carrés la superficie minimale de plancher requise par bâtiment pour les édifices commerciaux situés dans la zone 577.

De plus, le conseiller Alain Lemaire demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

---

**CV-2002-08-66**

**Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (superficie minimale de plancher)**  
**Réf. : DAT-URB-2002-035**

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire  
Appuyé par le conseiller Pierre Gagné

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (superficie minimale de plancher).

Adoptée à l'unanimité

---

**CV-2002-08-67**

**Période d’intervention des membres du Conseil**

Quelques membres du Conseil de la Ville prennent la parole.

---

**CV-2002-08-68**

**Période de questions**

Personne ne prend la parole.

---

**CV-2002-08-69**

**Levée de la séance**

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu  
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

Que la séance soit levée à 20h25.

Adoptée à l’unanimité

---

Jean Garon, maire

---

Danielle Bilodeau, greffière

---